LE REGROUPEMENT DES GENS D'AFFAIRES DE LA CAPITALE NATIONALE

Rapport annuel 2011-2012

Le seul organisme d'affaires rassembleur de l'Est Ontarien et de l'Outaouais
Bringing business together in the Greater National Capital Region

TABLE DES MATIÈRES

Conseil d'administration et direction générale	1
Message du Président du Conseil d'administration et de la Présidente-directrice générale	2
Rapport de l'auditeur indépendant et états financiers au 30 avril 2012	7
Budget pour la période de 12 mois se terminant le 30 avril 2013 (non vérifié)	21

LE REGROUPEMENT DES GENS D'AFFAIRES DE LA CAPITALE NATIONALE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 2011-2012

Nom	Titre	Entreprise/organisme	Fonction sur le Conseil
Jean-Claude Des Rosiers	Président	ÉvoluTEL	**Président**
Anne-Marie Éthier	Associée déléguée, CA	Samson Bélair / Deloitte & Touche	**Première vice-présidente**
Denis Chaîné	Associé, CA	Logan Katz s.r.l. comptables agréés	**Trésorier**
Denise Amyot	Présidente-directrice générale	Société des musées de sciences et technologies du Canada	Administratrice
Frank Bilodeau	Vice-président de District, Ottawa et l'Ouest du Québec	Banque Scotia	Administrateur
Philipe Emmanuel Blain	Chef Senior, ventes aux PME	Rogers Communications	Administrateur
Lise Bourgeois	Présidente	La Cité collégiale	Administratrice
Michel Brissette	Directeur général	Société de transport de l'Outaouais	Administrateur
Roch Brisson	Chef direction financière & opérations /CFO & COO	Le Groupe Brigil Platine	Administrateur
Louis Campeau	Associé principal	TREBIO Inc.	Administrateur
Jean Décoeur	Président	Atrel Engineering Ltée	Administrateur
Louis Douville	Vice-président et Directeur général	CTV Ottawa	Administrateur
Michel Haley	Vice-président régional, Ottawa Ouest	Banque Royale du Canada	Administrateur
Steve Lachance	Président	Les Traiteurs Bytown Catering	Administrateur
Phil Legault	Consultant	Manstan-Legault Consulting Inc.	Administrateur
Marie Lemay	Première dirigeante	Commission de la capitale nationale (CCN)	Administratrice
Jean Lepage	Directeur, Service aux entreprises	Développement économique - CLD Gatineau	Administrateur
Allan Rock	Recteur et vice-chancelier	Université d'Ottawa	Administrateur
Kevin Taylor	Directeur général	Casino du Lac-Leamy et Casino Mont-Tremblant	Administrateur
Jean Vaillancourt	Recteur	Université du Québec en Outaouais	Administrateur
Joanne Lefebvre	Présidente-directrice générale	Le Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale (RGA)	Ex officio

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Joanne Lefebvre, Présidente-directrice générale

Marika Éléazard, Coordonnatrice des projets spéciaux et des communications
Claudia Millan Denis, Coordonnatrice des programmes et projets spéciaux
Jean-Philippe Vachon, Coordonnateur d'événements et relations avec les membres

LE REGROUPEMENT DES GENS D'AFFAIRES DE LA CAPITALE NATIONALE

Jean-Claude Des Rosiers **Joanne Lefebvre**

Message du Président du Conseil d'administration et de la Présidente-directrice générale

Nous vivons toujours une période d'incertitude économique et les effets continuent de se faire sentir sur les gens d'affaires de la région. L'économie mondiale est à ce point intégrée que les événements en Asie ou en Europe – les deux plus grandes économies au monde – ont une incidence directe et immédiate sur nos affaires ici en Outaouais.

La crise de la dette dans la zone Euro demeure la plus grande menace à l'heure actuelle. À cela s'accompagne la reprise américaine qui se fait toujours attendre et la faible demande intérieure qui joue directement sur les exportations canadiennes. Malgré tout, le Canada s'en sort mieux que la majorité des pays industrialisés – les prévisions des économistes tournent autour de 2,2 p. 100 de croissance pour cette année, avec une très mince amélioration pour l'an prochain.

Ici dans la région de la Capitale nationale, la compression de l'appareil de l'état et le resserrement des dépenses publiques ne sont pas sans conséquences pour les gens d'affaires. Les membres du RGA sont aux premières loges de cette histoire et ils sont témoins du ralentissement dans presque tous les secteurs d'activités.

Ce sont les moments comme celui-ci qui mettent à l'épreuve la résilience des entreprises – et des entrepreneurs. En période de turbulence économique, l'important n'est pas d'avoir les coffres bien remplis autant que d'avoir un modèle d'affaires solide et des objectifs clairs. Les besoins qui existent par vents favorables sont toujours là lorsque les choses sont au ralenti – et les opportunités aussi. Mais il faut gérer avec plus de vigilance, et surtout garder le cap sur le plan que l'on s'est tracé.

Finances

Malgré toute cette tourmente, les finances du RGA se portent plutôt bien. Au cours du dernier exercice, nous avons maintenu l'équilibre budgétaire – résultat à la fois du succès de nos initiatives et aussi de la gestion serrée de notre trésorerie. Nous sommes très soucieux des résultats de chaque projet et nous nous assurons que toutes les dépenses soient en fait des investissements.

La gestion financière du RGA est axée sur la prudence. Nous surveillons nos dépenses de très près et nous poursuivons nos efforts pour maintenir au plus bas nos coûts d'opération.

Lors de l'exercice précédent, nous nous étions préparés à gérer un enjeu fiscal. Notre présence au Québec a augmenté de façon significative ces dernières années mais nous ne sommes inscrits à la taxe provinciale que depuis juillet 2010. Nous avons mandaté Raymond Chabot Grant Thornton pour étudier notre situation et proposer une approche pour nous rétablir dans la régularité. Nous avons donc fait une déclaration volontaire et nous avons acquitté nos arriérages qui s'élevaient à 9 304, 00 $. Cette sortie d'argent est comprise dans nos résultats de cette année. Nous sommes désormais en règle avec le fisc du Québec.

Membership

Dans l'ensemble, notre membership se maintient aux environs des 600. Il est coutumier de voir un roulement de 30 membres par année.

Le profil de notre membership s'est maintenu cette année. Le nombre des membres corporatifs se maintient et augmente légèrement par rapport aux PMEs. Au cours des dernières années, nous constatons une présence corporative plus importante parmi nos membres. Ce changement nous place devant plusieurs questions relatives à nos orientations en tant qu'organisme, y compris la nature de nos activités.

Projets continus

Le Gala de l'excellence, le cahier commercial, le tournoi de golf, les rassemblements tels les petits-déjeuners et les sessions d'information, le programme Chefs de file en herbe et le Souper des affaires, figurent parmi les activités continues du RGA. Ces projets sont la base des revenus du RGA. Globalement, les revenus liés aux cotisations et aux commandites se maintiennent – si on les considère ensemble.

Parmi ses orientations, le RGA prend une part de plus en plus active aux enjeux économiques, notamment ceux des entrepreneurs francophones. Cette tendance vient appuyer notre objectif de représenter et défendre efficacement les intérêts de nos membres. Cette démarche a vu naître le besoin d'une compréhension toujours plus approfondie du monde économique dans lequel évoluent les gens d'affaires francophones au Canada. Nous avons été stupéfaits, par exemple, de constater que l'empreinte économique des francophones au Canada n'a jamais été étudiée dans son ensemble. Les données linguistiques et démographiques sont bien connues mais le lien entre ces données et leur poids économique, y compris les secteurs d'activité et les tendances, l'est beaucoup moins. Les renseignements actuels sur le sujet sont donc fragmentaires et n'ont jamais été rassemblés dans une étude d'envergure nationale.

Afin de palier à cette lacune béante le RGA a entrepris, en collaboration avec le Conference Board du Canada et Patrimoine canadien, une étude qui visera à faire le point sur :

- Les rapports entre la présence des francophones en régions et leur poids économique relatif définis en termes d'emplois et de contribution au PIB.
- Les secteurs économiques dans lesquels évoluent les groupes francophones au pays.
- L'évolution des tendances historiques en matière de prospérité régionale et sectorielle.

L'étude est en préparation à l'heure actuelle et sera publiée cet automne.

Projets spéciaux

Le projet Aide aux entreprises est subventionné par le ministère du Patrimoine canadien, en vertu d'un protocole d'entente conclu entre le gouvernement fédéral et le RGA. Le RGA est le coordonnateur du projet et dirige les activités qui y sont liées. Nous terminons la dernière année d'un projet de trois ans. À noter que les revenus qui proviennent de notre partenariat avec la Ville d'Ottawa et Patrimoine canadien servent au financement du programme et ne comptent pas dans notre budget central. Nous avons récemment renouvelé ce partenariat pour une période de trois ans.

L'an dernier, nous avons conclu une entente avec Investir Ottawa en vue d'offrir des ateliers en français aux entrepreneurs. Ce service n'était pas offert aux entrepreneurs francophones de la région. Le programme est en évolution, ainsi que le rôle du RGA qui devient plus engagé dans sa prestation. L'initiative en est toujours à ses débuts et les premières sessions ont maintenant été offertes. Nous croyons qu'il en découlera des résultats intéressants.

Gouvernance

Le RGA compte quatre comités qui ont des mandats précis – le Conseil des gouverneurs, Comité du marketing et des communications, le Comité du développement économique, et le Comité ad hoc de sélection. Tous ces comités sont dirigés par un membre du CA et constitués de membres du RGA (anciens présidents pour le Conseil des gouverneurs).

Conseil d'administration

L'engagement et l'énergie des membres du Conseil d'administration sont vraiment le moteur derrière les réalisations du RGA. Et là aussi, les choses changent. Exceptionnellement cette année, le CA du RGA s'enrichira de la présence de 10 nouveaux membres.

Communications

Il est sain pour un organisme de s'interroger sur son rôle, son mandat et ses activités. Le RGA ne fait pas exception. B ien que nous soyons en très bonne position en tant qu'organisme nous nous posons tout de même des questions sur notre identité publique. Sommes-nous un or ganisme de réseautage? Q uelle est notre rôle sur l'échiquier économique régional? Nos priorités sont-elles orientées sur la francophonie ou sur le bilinguisme? Voilà des questions que nous posons depuis plusieurs mois. L'objectif est de clarifier notre image de marque et de présenter un programme qui représente bien nos membres.

Pour l'année qui vient - positionnement et renouvellement

Positionnement – Le RGA entend poursuivre sa trajectoire visant à l'établir parmi les organismes « à matière grise » - non seulement dans la région mais aussi sur le plan national. La parution de notre étude contribuera à nous faire avancer sur ce chemin. La publication des résultats sera accompagnée d'un point de presse et d'un lancement. Nous croyons que les conclusions seront dignes des manchettes. Toujours à l'appui de notre positionnement, nos associations avec Investir Ottawa et avec la Ville d'Ottawa continuent de se développer. Le programme Aide aux entreprises et les ateliers à l'intention des PMEs continueront d'être des plateformes pour augmenter le rayonnement du RGA.

Renouvellement - Le RGA vit au rythme du changement. Il se régénère sans cesse comme en témoigne le présent rapport annuel. Nous préparons toujours des projets nouveaux, et nous misons sans cesse sur la diversité de nos activités. De plus, cette année nous vivrons des changements profonds au niveau de notre conseil d'administration. Plus de la moitié de nos membres, y compris notre président, arrivent à la fin de leur mandat, ce qui représente un changement majeur. L'année qui vient sera très dynamique pour le RGA.

Et devant un climat économique qui donne parfois le frisson, il est essentiel de retrouver ces valeurs qui nous tiennent à cœur depuis toujours – collaboration et solidarité.

Jean-Claude Des Rosiers,
Président du Conseil

Joanne Lefebvre,
Présidente-directrice générale

REGROUPEMENT DES GENS D'AFFAIRES DE LA CAPITALE NATIONALE INC. (RGA)

ÉTATS FINANCIERS ET
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

30 AVRIL 2012

Charles Landreville
Comptable agréé

REGROUPEMENT DES GENS D'AFFAIRES
DE LA CAPITALE NATIONALE INC. (RGA)

ÉTATS FINANCIERS ET
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

30 AVRIL 2012

Rapport de l'auditeur indépendant	1
État des résultats	2
État de l'évolution des actifs nets	3
État des flux de trésorerie	4
Bilan	5
Notes complémentaires	6 - 12

Charles Landreville
Comptable agréé

Charles Landreville

Comptable agréé / Chartered Accountant

845 boul. de la Carrière, bureau 200
Gatineau (Québec) J8Y 6S5
Téléphone: (819) 770-4120
Télécopieur: (819) 770-5950
e-mail: landrevillecharles@qc.aira.com

275 SlaterStreet, suite 900
Ottawa (Ontario) K1P 5H9
Telephone: (613) 236-8600
e-mail: landrevillecharles@qc.aira.com
(by appointment only)

Rapport de l'auditeur indépendant 1

Aux membres du Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale Inc. (RGA)

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Regroupement des gens d'affaire de la Capitale nationale Inc. (RGA), qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, les états du résultat, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes et d'autres informations explicatives.

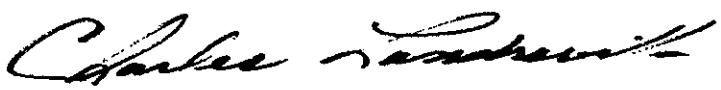
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

À mon avis les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale Inc. (RGA) au 30 avril 2012, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.



Charles Landreville, CA, expert-comptable autorisé
Gatineau, Canada

Le 24 août 2012

État des Résultats
Exercice terminé le 30 avril 2012

	Budget (non vérifié) (note 11)	2012	2011
Produits			
Cotisations des membres	157 085 $	161 279 $	172 090 $
Intérêts	200	254	169
Divers		10 138	11 014
Subventions	90 000	152 485	87 387
Activités au net (note 8)			
Cahier commercial	25 000	20 532	38 191
Gala de l'excellence	80 000	76 321	89 221
Tournoi de golf	20 000	24 671	25 034
Petits déjeuners, dîners, 5 à 7 et sessions d'information	18 000	2 910	(5 125)
Souper de lancement	15 000	18 276	6 338
Projets spéciaux	20 000	17 170	15 966
	425 285	**484 036**	**440 285**
Charges			
Fonctionnement général (note 9)	424 600	271 850	268 347
Publicité promotionnelle et frais de représentation		32 082	37 430
Coûts reliés aux subventions		174 985	116 387
	424 600	**478 917**	**422 164**
Excédent des produits sur les charges	**685 $**	**5 119 $**	**18 121 $**

État de l'Évolution des Actifs Nets
Exercice terminé le 30 avril 2012

	Investis en immobilisations	Non affectés	2012	2011
Solde au début	7 599 $	6 313 $	13 912 $	(4 209) $
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(2 597)	7 716	5 119	18 121
Investissements en immobilisations	3 992	(3 992)		
Solde à la fin	**8 994 $**	**10 037 $**	**19 031 $**	**13 912 $**

État des Flux de trésorerie
Exercice terminé le 30 avril 2012

	2012	2011
Activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	5 119 $	18 121 $
Éléments sans incidence sur l'encaisse:		
Amortissement des immobilisations	2 597	2 987
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Dépôts à terme et intérêts courus	(164)	(120)
Débiteurs	(7 627)	6 883
Frais payés d'avance	(30)	(406)
Comptes fournisseurs et frais courus	(56 549)	36 456
Produits reportés	27 420	(11 468)
	(29 234)	**52 453**
Activités d'investissements		
Acquisition d'immobilisations	(3 992)	(507)
	(3 992)	**(507)**
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(33 226)**	**51 946**
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	**102 954**	**51 008**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	**69 728 $**	**102 954 $**

REGROUPEMENT DES GENS D'AFFAIRES DE LA CAPITALE NATIONALE INC. (RGA)

Bilan
30 avril 2012

	2012		2011	
Actif				
Court terme				
Encaisse	69 728	$	102 954	$
Dépôts à terme et intérêts courus (note 3)	31 425		31 261	
Débiteurs (note 4)	52 720		45 093	
Frais payés d'avance	2 334		2 304	
	156 207		**181 612**	
Immobilisations corporelles (note 5)	**8 994**		**7 599**	
	165 201	**$**	**189 211**	**$**
Passif				
Court terme				
Comptes fournisseurs et frais courus	98 700	$	155 249	$
Produits reportés (note 2)	47 470		20 050	
	146 170		**175 299**	
Actifs nets				
Investis en immobilisations	8 994		7 599	
Non affectés	10 037		6 313	
	19 031		**13 912**	
	165 201	**$**	**189 211**	**$**

Au nom du conseil d'administration

Administrateur

Administrateur

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 1 – Statuts et nature des activités

L'organisme, constitué en société sans capital-actions en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes, est un organisme sans but lucratif qui regroupe les gens d'affaires de la région de la capitale nationale en une force économique francophone qui travaille à la création d'un climat favorable à la prospérité de ses membres et au développement économique régional.

Note 2 - Principales conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et du passif présentés, sur les postes de produits et charges y afférents, ainsi que sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Constatation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les droits reliés aux inscriptions aux activités ainsi qu'à la cotisation annuelle sont constatés à titre de produits lorsque l'activité a lieu et que la période des avantages reliés à la cotisation annuelle débute. Le passif lié à la fraction des produits provenant des activités et de la cotisation annuelle facturés mais non encore gagnés est comptabilisé à titre de produits reportés.

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 2 - Principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers
L'entité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Elle évalue ultérieurement ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des fournisseurs et des produits reportés.

Dépréciation
Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Coûts de transaction
L'entité comptabilise ses coûts de transactions au résultat net de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

Apports reçus sous forme de fournitures et de services

L'organisme constate les apports reçus sous forme de fournitures et de services lorsque la juste valeur de ces apports peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que l'organisme aurait dû se procurer autrement ces fournitures et services pour son fonctionnement régulier.

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 2 - Principales conventions comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Lorsque l'organisme reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à la valeur symbolique de 1$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif mais à demi-taux durant l'année d'acquisition. Les taux suivants sont utilisés:

Équipement et mobilier	20%
Équipement informatique	30% et 100%

Note 3 – Dépôts à terme

Les dépôts à terme, comptabilisés au coût plus les intérêts courus, sont constitués de dépôts portant intérêts aux taux annuels de .40% et échoient en novembre 2012 et janvier 2013.

Note 4 – Débiteurs

	2012	2011
Subventions à recevoir	4 500 $	5 158 $
Comptes commerciaux	48 220	39 935
	52 720 $	**45 093 $**

Note 5 - Immobilisations corporelles

	Coût	Amortissement Cumulé	Valeur nette 2012	Valeur nette 2011
Équipement et mobilier	16 279 $	13 542 $	2 737 $	2 361 $
Équipement informatique	30 977	24 720	6 257	5 238
	47 256 $	**38 262 $**	**8 994 $**	**7 599 $**

Note 6 – Emprunt bancaire

L'organisme a à sa disposition une marge de crédit d'un montant maximal de 50 000$ qui est garanti par les dépôts à terme totalisant 31 425$ et par un contrat de sureté général.
L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel plus 1/2 %. Le taux préférentiel au 30 avril 2012 était de 4,5% (4,5% - 2011).

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 7 – Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des apports reçus sous forme de fournitures et de services ainsi que les postes affectés.

	Produits	Charges	2012 Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)	2011 Excédent des produits sur les charges (des charges sur les produits)
Cotisations	14 900 $		14 900 $	23 650 $
Activités	121 075	127 405 $	(6 330)	(7 265)
Autres revenus et fonctionnement général				
Publicité promotionnelle		8 570	(8 570)	(16 385)
	135 975 $	**135 975 $**	**Nil $**	**Nil $**

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 8 – Produit net des activités

	Produits	Charges	2012 Excédent des produits sur les charges
Cahier commercial	31 132 $	10 600 $	20 532 $
Gala de l'excellence	241 087	164 766	76 321
Tournoi de golf	44 537	19 866	24 671
Petits déjeuners, dîners, 5 à 7 et sessions d'information	35 147	32 237	2 910
Souper de lancement	46 016	27 740	18 276
Projets spéciaux	24 500	7 330	17 170
	422 419 $	**262 539 $**	**159 880 $**

	Produits	Charges	2011 Excédent (insuffisances) des produits sur les charges
Cahier commercial	48 791 $	10 600	38 191 $
Gala de l'excellence	244 178	154 957 $	89 221
Tournoi de golf	53 411	28 377	25 034
Petits déjeuners, dîners et 5 à 7 et sessions d'information	23 784	28 909	(5 125)
Souper de lancement	49 707	43 369	6 338
Projets spéciaux	23 500	7 534	15 966
	443 371 $	**273 746 $**	**169 625 $**

Les produits et charges d'activités de 5 à 7 et des sessions d'information ont été regroupés avec les petits déjeuners et dîners puisque ces activités sont similaires et ne représentent pas des montants importants.

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 9 – Fonctionnement général

	2012		2011	
Salaires et avantages sociaux et contractuels	178 034	$	193 428	$
Loyer et stationnement	24 018		20 870	
Fournitures de bureau	23 783		11 703	
Frais de poste et divers	3 295		2 076	
Télécommunications	3 175		6 143	
Frais de comptabilité	6 250		6 250	
Intérêts et frais bancaires	8 731		8 042	
Honoraires professionnels	3 950		3 825	
Location d'équipement	3 528		2 048	
Entretien et réparations d'équipement	3 311		3 517	
Amortissement	2 597		2 987	
Frais de réunion	3 097		2 194	
Assurances	2 726		2 409	
Relations publiques	2 172		1 776	
Mauvaises créances	2 383		1 079	
	271 850	**$**	**268 347**	**$**

Note 10 – Engagements

Les versements relatifs à des contrats de location-exploitation pour un local et des équipements de bureau échéant à différentes dates jusqu'au 31 juillet 2014 totalisent 4 958$ et se répartissent comme suit: 2013: 9 193$, 2014: 9 538$ et 2015: 3 218$

Note 11 – Budget

Les montants du budget sont fournis pour fins de comparaison et sont non audités. Ces montants proviennent du budget prévisionnel 2012 tel qu'établi dans le rapport annuel 2011.

Note 12 - Ventilation des coûts

Les coûts directs sont chargés aux activités et aux coûts reliés aux subventions. Un montant des charges de fonctionnement est imputé aux coûts reliés aux subventions selon un estimé des fournitures utilisées et selon les heures du personnel dépensées à la mission des subventions.

Notes complémentaires
Exercice terminé le 30 avril 2012

Note 13 – Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers et risques financiers

L'organisme est exposé à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses activités de fonctionnement et d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de l'organisme.
L'organisme ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt
La direction estime qu'à moins d'indication contraire, l'organisme n'est pas exposé à des risques de taux d'intérêt significatifs puisque les placements en dépôts à terme sont à échéance rapprochée, ce qui limite les variations de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt et qu'elle n'utilise pas les facilités de son emprunt bancaire.
Les autres actifs et passifs financiers de l'organisme ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

Risque de crédit
Les instruments financiers qui exposent potentiellement l'organisme à un risque de crédit représentent principalement les subventions, comptes commerciaux, l'encaisse et dépôts à terme. De l'avis de la direction les subventions provenant des paliers gouvernementaux ne sont pas sujet à un tel risque. Le risque lié aux comptes commerciaux est généralement diversifié puisque l'organisme négocie avec un grand nombre de membres et de non membres. Le risque de crédit relatif à l'encaisse et dépôts à terme est considéré comme négligeable puis qu'ils sont détenus dans une institution financière reconnue dont la notation de crédit est de bonne qualité.

Risque de liquidité
La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie. Afin d'atteindre ses objectifs et d'acquitter ses obligations, l'organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie.

Note 14 – Informations concernant le capital

Le capital du RGA est constitué des actifs nets. Les objectifs du RGA en ce qui a trait à la gestion de son capital consistent à assurer la continuité de l'exploitation afin de s'acquitter de sa mission par le biais de ses cotisations et ses activités et la recherche de subventions. Le RGA gère la structure de son capital en établissant et en surveillant ses budgets annuels de manière qu'il soit maintenu à un niveau satisfaisant. Le RGA gère des subventions pour lesquelles il existe des affectations d'origine externe précisant les conditions à respecter pour utiliser ces ressources financières. L'organisme s'est conformé aux exigences de ces apports affectés.

Note 15 – Opérations entre apparentés

Le Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale Inc. (RGA) a effectué des achats de biens et services totalisant 4 000 $ (2011 – 68 540 $) avec les organisations de ses administrateurs. Ces opérations font partie du cours normal des activités de l'organisme et sont mesurées à la valeur d'échange (le montant de la contrepartie établi et accepté par les parties apparentées) qui s'approche de la valeur équivalente sans lien de dépendance pour ces transactions.

Regroupement des gens d'affaires de la Capitale nationale (RGA)
Budget (caisse seulement)
pour la période de 12 mois se terminant le 30 avril 2013
(Non vérifié)

	ÉBAUCHE BUDGET 2012-2013
REVENUS	
Revenu de fonctionnement	
Cotisation des membres	155 140
Intérêts	500
Subvention	175 000
Autres revenus	17 500
Revenus de fonctionnement	**348 140**
Revenus nets d'activités	
Déjeuners, diners et séances d'information	8 000
Gala de l'excellence	80 000
Cahier commercial	25 000
Souper de lancement et forum	15 000
Golf	23 000
Projets spéciaux	14 000
Revenus nets d'activités	165 000
Revenus totaux	**513 140**
DÉPENSES	
Salaires et avantages sociaux	230 500
Loyer et stationnement	31 500
Télécommunications	5 000
Assurances	3 000
Entretien et réparations	4 000
Honoraires professionnels	5 000
Frais légaux	0
Frais de comptabilité	7 000
Location d'équipements	3 000
Frais de bureau	7 000
Publicité promotionnelle	9 000
Frais de poste	4 000
Formation du personnel	2 000
Frais de représentation et relations publiques	10 000
Frais de réunions	2 000
Intérêts et frais bancaires	2 200
Escomptes sur cartes de crédit	6 500
Mauvaises créances	1 500
Amortissement	2 000
Commissions	0
Cotisations et conférence	2 500
Achats d'équipement	0
Subvention	175 000
Dépenses de fonctionnement	**512 700**
SURPLUS (DÉFICIT)	**440**